



AFRIQUE/MADAGASCAR - Accord en vue de la participation de l'ancien Président Ravalomanana à la prochaine rencontre de réconciliation

Antananarivo (Agence Fides) – Il semble qu'un accord ait été trouvé entre les forces politiques malgaches afin de permettre la participation aux entretiens de réconciliation nationale de l'ancien Président Marc Ravalomanana. C'est ce qu'indique à Fides le Père Luca Treglia, Directeur de Radio don Bosco d'Antananarivo.

La dernière rencontre en date, qui a eu lieu le 3 juillet, a vu la participation des anciens Présidents Andry Rajoelina, Albert Zafy et Didier Ratsiraka mais non pas de Ravalomanana, depuis longtemps en exil en Afrique du Sud, à cause de l'opposition des autorités malgaches à son retour dans le pays.

« Une nouvelle rencontre entre les anciens Présidents et le Président de transition (Rajoelina) est prévue à Madagascar même si la date et le lieu n'en sont pas encore connus » déclare le Père Treglia.

« La voie de la stabilisation du pays constitue dans tous les cas un processus long – poursuit le Directeur de Radio Don Bosco. On ne sait pas encore si les élections présidentielles auront lieu cette année parce qu'auparavant, il faut que toutes les parties se réconcilient ».

Les colloques ont pour médiateur le Conseil œcuménique des églises chrétiennes à Madagascar (FFKM), qui rassemble les quatre plus importantes églises chrétiennes du pays (Eglise catholique, église luthérienne, communion anglicane et FJKM protestante). Lors de la dernière rencontre, l'Eglise catholique était représentée par S.Exc. Mgr Odon Razanakolona, Archevêque d'Antananarivo.

La crise politique malgache a débuté en 2009, au lendemain de la démission du Président Ravalomanana sous la pression populaire et des forces armées. Depuis lors, s'est mis en place un régime « de transition » qui n'est pas encore parvenu à trouver une porte de sortie à l'impasse politique.

Au plan social, la crise politique a frappé durement la population. « Les gens cherchent à s'en sortir comme ils peuvent – déclare le Père Treglia. La pauvreté s'est accrue et avec elle le taux de criminalité. Les vols avec violence, s'accompagnant de fusillades même en plein jour ne sont pas rares. Les vols de bétail, qui sont le fait de bandes organisées, se poursuivent par ailleurs, surtout dans le sud ».

« Ceci a lieu parce que l'Etat ne dispose pas des ressources permettant de payer les agents de police. A cause de la situation politique en effet, les aides internationales aux institutions gouvernementales ont été suspendues, même si les donations directes à la population par l'intermédiaire d'un certain nombre d'ONG se poursuivent » conclut le Père Treglia. (L.M.) (Agence Fides 05/07/2013)